

deux jours francs entre la signification du writ de sommation et le jour de son rapport devant la cour, lorsque la distance de la cour sera à la distance de cinq lieues de la cour, et un jour additionnel par chaque cinq lieues de distance en sus.

23.—Malgré le défaut entré contre le défendeur, celui-ci pourra avec la permission de la cour ou d'un juge d'icelle, *filer* en tout temps une comparution, après en avoir donné avis au demandeur et donné de bonnes raisons pour être admis à comparaitre.

24.—Dans tous les cas lorsque le défendeur comparaitra, il devra défendre à l'action dans les huit jours qui suivront sa comparution; et le demandeur aura le même délai pour répondre aux défenses du défendeur. Si après le dit délai expiré, la défense ou la réponse à telle défense n'a pas été *filée*, la partie adverse pourra demander après le troisième jour qui suivra l'expiration du délai, que telle défense ou réponse soit *filée*; et à défaut de ce faire par la partie ainsi requise, le procureur donnera à la partie requérante un acte de forclusion contre la partie en défaut, sans autre formalité. Nonobstant telle forclusion, la partie en défaut aura droit à un jour franc de notice de l'inscription de la cause au rôle des enquêtes ou au rôle de droit avant que l'enquête dans la dite cause soit commencée, ou que la dite cause soit plaidée.

25.—La cour ou un juge d'icelle pourra prolonger le délai pour défendre à une action sur application à cet effet, après notice donnée de telle application à la partie adverse.

26.—Les enquêtes seront prises par un ou plusieurs juges de la dite cour supérieure, ou devant un juge de la cour de circuit comme commissaire enquêteur, soit en terme ou en vacances.

27.—Les juges de circuit seront commissaires enquêteurs de la cour supérieure.

28.—Les enquêtes dans les districts de Québec et de Montréal se tiendront tous les jours juridiques de chaque mois, août excepté, et pendant les termes aux jours fixés par la cour, et dans les autres districts, tous les jours juridiques, dans la vacance, le mois d'août excepté, pendant lesquels un juge de circuit ou commissaire enquêteur sera présent au lieu où se tient la cour supérieure, aussi pendant les termes de la dite cour, et hors des termes aux jours fixés par la dite cour à cet effet.

29. 30.—La dite cour pourra ordonner que l'enquête dans une cause soit prise dans tout lieu où la dite cour, ou la cour de circuit tiennent leurs séances, soit devant un juge de la cour supérieure ou de la cour de circuit. Rien n'empêchera l'émanation de commissions rogatoires.

31. 32.—La dite cour supérieure continuera en première instance des *Writs de capias*, des procès par jurés pendant les vacances.

33.—Les procès par jurés pourront être faits par ordre de la cour dans un autre district que celui où la poursuite aura été intentée, soit devant la dite cour ou la cour de circuit.

34.—Les jugements de la cour supérieure dans les causes appelables, contiendront les motifs de fait et de droit sur lesquels ils auront été rendus, et les noms des juges qui auront concouru dans tels jugements, ou qui auront différé d'opinion d'avec la majorité de la cour.

35.—Les appels ou pourvois pour cause d'erreur seront interjetés à la cour du Banc de la Reine.

36.—Transmission des *Records*.

37.—Continuation devant la cour supérieure des causes commencées avant la session du présent acte, devant la cour du Banc de la Reine.

38. 39.—Transmission des *Records* des termes inférieurs de la cour du Banc de la Reine actuelle, à la cour de circuit des divers districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Sherbrooke. Et les actions commencées devant les dites termes inférieures seront continuées devant la dite cour de circuit.

(A continuer.)

Correspondance.

Chemin de Fer de Québec à Halifax.

Monsieur le Rédacteur,

La question la plus importante qui soit aujourd'hui devant le public canadien est, sans contredit, l'entreprise projetée d'un chemin de fer entre Québec et Halifax.

C'est une question qui embrasse à la fois nos intérêts politiques, notre existence nationale, nos intérêts matériels. Comme peuple, nous ne pouvons espérer d'acquiescer à une existence et une nationalité distinctes des États-Unis, si nous ne songeons à rassembler toutes les colonies britanniques sous un même drapeau, et à les préparer d'avance au régime fédératif. Pour atteindre ce but, il n'est pas de moyen plus efficace que le projet en contemplation, qui doit effacer les distances, et mettre en rapport constant toutes les populations britanniques, que soit leur origine, depuis l'extrémité de la Nouvelle-Écosse jusqu'au fond du Lac Supérieur. A moins de n'avoir aucun sentiment d'orgueil national, ou d'avoir perdu tout espoir dans l'avenir, tous nos efforts doivent tendre, anglais ou français d'origine, à créer à côté de l'Union Américaine, une autre puissance, et à être nous mêmes un peuple distinct par nos lois, nos mœurs, notre caractère national. Vouloir l'annexion, c'est vouloir notre annéantissement, comme peuple; se fonder dans la fédération américaine, c'est se suicider. Du jour où l'on pourra faire comprendre à toutes les classes de notre société qu'il est de leur intérêt de marcher vers un but commun, qu'il existe dans l'avenir une espérance, une position brillante pour elles, que de la fusion des races établies sur les bords du St. Laurent doit surgir une nationalité nouvelle, vivace, ni exclusivement Saxonne, ni exclusivement Normande, mais canadienne, les distinctions nationales cessent, les jalousies et les préjugés s'effacent, l'union devient permanente et la force en découle naturellement.

Que nous faut-il pour résister aux flots envahisseurs de la république voisine? Les moyens de disposer en peu de temps de forces militaires redoutables, qui puissent ôter à nos voisins l'envie de tenter une invasion; un mode de communication et de rapprochement facile et prompt entre toutes les colonies; une constitution tendant à faire converger vers un même but tous nos intérêts, et à opérer, dans un avenir prochain et sans violence, la fusion des races; un débouché toujours accessible vers la mer, sans être obligé de franchir un droit de transit sur un territoire étranger! Voilà des objets qui se réaliseraient indubitablement, si l'on mettait à exécution ce gigantesque projet, qui tend à placer la magnifique port maritime d'Halifax, à une distance de moins de vingt cinq lieues de Québec, au point de vue des commodités, du temps et du coût, les soldats anglais seraient plus près de notre capitale que ceux même de New-York; il serait plus facile de parvenir aux provinces inférieures qu'il ne l'est aujourd'hui de se rendre durant l'hiver, au confins du District des Trois-Rivières; les membres de la Législature fédérative, siégeant à Québec, partis des deux extrémités des possessions britanniques, arriveraient au jour fixé pour l'ouverture des sessions avec plus de précision, que ne le peut faire aujourd'hui le membre de Drummondville, se rendant à Montréal; les rapports des diverses populations au siège du gouvernement central, ou les intérêts locaux seraient absolument nuls, ou dépassés par les intérêts généraux, feraient plus dans un an pour opérer le rapprochement et la fusion des races, que dix ans de persécutions, de malaise et de législation sous le régime actuel; l'accès à un port de mer durant les douze mois de l'année, en passant sur notre propre territoire, donnerait de suite plus de valeur à nos terres et à nos produits, plus d'élan à notre commerce, plus d'énergie à nos hommes d'affaires, plus de développement à nos richesses agricoles, minières, forestières, et à nos pêcheries, plus de prospérité générale à toutes les colonies, que leurs efforts incessants, mais isolés, mais privés d'ensemble et de système, mais constamment entravés par l'esprit de parti, de localités, et d'autogénisme, n'ont pu en produire pendant un demi-siècle.

Par l'acte d'union, une grande injustice a été faite au Bas-Canada en lui imposant la dette du Haut-Canada. Une belle occasion se présente de faire disparaître cette injustice cette inégalité, en répartissant dans les deux provinces, à portions égales, les dépenses pour améliorations publiques: nous avons ouvert à frais communs dans le Haut-Canada cette longue chaîne de canaux, si coûteuse et dont les avantages sont encore problématiques, au profit des deux Provinces, dit-on; faisons pareillement à frais communs, la grande ligne du chemin de fer projeté; et à plus forte raison, pourrions-nous dire que c'est au profit des deux Provinces que s'accomplira ce grand œuvre national, puisque ce dernier doit être le complément nécessaire du premier. En dépensant en chemin de fer autant d'argent qu'il en a été dépensé en canaux, on obtient deux résultats importants; on donnera à ceux-ci toute la valeur dont ils sont susceptibles et on fait disparaître de la politique une source éternelle de discordes et de récriminations.

A quoi nous sert d'avoir des canaux qui pendant cinq ou six mois nous apportent tous les immenses produits de l'ouest si, rendus à Québec ou à Montréal, ils doivent rester emprisonnés pendant six autres mois; si l'on est impossible de les faire parvenir à l'un de nos ports de mer; si l'on nous faut encore avec des frais immenses, ouvrir une route sur un sol étranger, pour y partager les profits du transport. Il est clair que ces produits chercheront une autre route et la trouveront, si nous

ne nous hâtons de la leur offrir; il est clair que l'ouverture de nos canaux, est un œuvre inachevé, in-ense même, puisque la moitié de la distance et des obstacles n'est pas encore franchie. Nous nous sommes avancés trop loin pour nous arrêter à Montréal ou à Québec; il faut gagner l'océan, il faut jeter l'ancre plus loin, pour par jour, au port d'Halifax, non seulement nos produits, mais ceux de nos voisins du Wisconsin, de l'Ohio, du Missouri.

Nos terres incultes attendent, à grande hâte, cette œuvre colonisatrice, pour acquiescer leur valeur réelle, et recevoir et nourrir ceux qui doivent les cultiver. Quel développement les pêcheries du golphe, très-encore inexploitées, ne prendraient-elles pas si l'accès en était rendu plus facile, et leurs produits envoyés avec expédition vers un marché sûr?

Il n'est guères nécessaire de s'étendre bien au long sur les avantages de cette entreprise: c'est une thèse déjà épuisée, et sur laquelle il ne peut y avoir deux opinions.

Dans un prochain article, nous envisagerons le sujet sous d'autres points de vue.

PUBLICUS.

PAR LE TELEGRAPHE.

CHAMBRE D'ASSEMBLÉE.

Mercredi 7 février.

Dr. Latérière proposa qu'une adresse soit votée à Son Excellence pour l'exploration des mines de fer et de charbon présumées avoir été découvertes à la Baie St. Paul. M. Baldwin s'opposa à cette proposition et dit que le gouvernement y enverrait le géologue provincial. La proposition est négative.

M. Cameron déclare que l'état des finances de la province ne permet pas au gouvernement de faire aucun octroi pour chemins dans les districts de Londres et de l'Ouest dans le Haut-Canada.

M. Hinchel soumet les comptes publics pour l'année 1847.

M. Merritt introduit un bill pour admettre francs de droits certains articles des États-Unis, sur le principe de réciprocité. La chambre adopte une résolution pour accorder les subsides.

Jeudi 8 février.

La chambre s'occupe de l'affaire de M. Vansittart.

CONSEIL LEGISLATIF.

Mardi 6 février.

L'hble. M. Taché proposa la première lecture d'un bill pour amender la loi actuelle de quarantaine.

Le bill pour confirmer l'érection de certains townships est appuyé par l'hble. L. H. Lafontaine et quelques autres membres de l'Assemblée Législative. Ce bill est lu une première fois; 2e lecture, 1:9.

A LOUER,

Du 1er Mai prochain, le Magasin No. 16 rue Sous-le-Port, Basse-Ville. S'adresser à P. V. BOUCHARD.

Québec 17 janvier 1848.

John D. Tripp.

En adressant ses remerciements les plus sincères au public et Messieurs de Québec, les informant respectueusement qu'il est maintenant prêt à prendre des pensionnaires pour l'hiver à des conditions raisonnables, et assure ceux qui voudront bien le favoriser, qu'il n'éprouvera rien pour leur procurer tout le confort possible.

N. B. Gauthier et Lamoignon prêts sous le plus court délai. Québec, 1 décembre 1847.

JOSEPH LEONARD.

LUTHIER.

Rue St. Dominique, vis-à-vis chez Mr. Fes. Vallée, St. Roch.

A L'HONNEUR d'informer le public qu'il a ouvert une boutique à l'endroit ci-dessus et qu'il est prêt à accepter toutes sortes d'ouvrages dans son art. Il se charge de la confection et de la réparation des instruments de musique de la manière la plus élégante et aux conditions les plus avantageuses. Québec 22 Décembre 1847.

ASSOCIATION

POUR LA COLONISATION DES

TOWNSHIPS DU DISTRICT DE QUÉBEC.

L'ASSOCIATION a établi son Bureau en l'Église de Mre. J. B. A. CHARTIER, Notaire, en la Basse-Ville de Québec, dans l'Ancien Couvent.

N. B.—Le Bureau est ouvert tous les jours ouvrables de deux heures P. M. à cinq heures J. B. A. CHARTIER. Secrétaire.

Québec, 17 juillet 1848.

Rue P. V. BOUCHARD, Rue Sous-le-Port, Basse-Ville, Québec, Basse-Ville.

OFFRE en vente à ses magasins, rue Sous-le-Port, Basse-Ville, un assortiment complet de HARDES FORTES, telle que Blouses, Culottes, Vestes, Chemises, Calçons, etc. etc. une quantité de Valises et de Porte-Manteaux, etc.

—AVEC—

Un assortiment varié de draps fins et super-fins pour redingottes et pour manteaux, estames, patrons de vestes, casques, casquettes en pelletteries, gants, mitaines, etc.

—AUSSI—

600 paires de souliers d'original unis et brodés, 600 Manteaux de Caracotte, etc. Le tout à vendre à des prix pour de l'argent comptant. Québec, 20 novembre 1847.

AUX VOYAGEURS ET AUX PARTIS DE PLAISIR.

MAISON DES DILIGENCES DE ROUGH ANCIENNE LORETTE.

Ce lieu favori des voyageurs, et des partis de la ville, est maintenant entièrement prêt pour leur réception, et on a fait tous les arrangements pour leur commodité. On peut se procurer des diners, goûters, &c. sous le plus court délai. Une table de billard a dernièrement été ajoutée à l'établissement. La grande chambre de la maison des diligences, avec les appartements environnants, est très-propre pour ces partis de plaisir. L'établissement étant conduit par mad. HUGH, elle se fera un plaisir de prouver à sa demeure actuelle, aux nombreux amis qui ont donné avec tant de bonté leur approbation à sa conduite de l'hôtel St. Léon, son désir de plaire.

Multes constamment en main. J. HUGH. N. B. Les ordres pour diners, soupers, bals, ou goûters, laissent au bureau de diligence de Rough, rue St. Anne, recevront l'attention immédiate. rue St. Anne, 12 janvier 1848.

ETUDE DE NOTAIRE.

Le Soussigné, tenu depuis quelque temps hors de cette ville l'honneur d'annoncer qu'il a repris l'exercice de sa profession en son bureau neuf, Rue d'Aiguillon porte voisine de M. P. Gauvreau, Architecte faubourg St. Jean.

EUGÈNE LÉCUYER.

Québec, 12 janvier 1848.

A VENDRE.

700 Q. UARTELS DE FLEUR examinée supérieure, Port Hope Mill Brand. W. Hamilton, No. 63, rue St. Pierre, Québec 15 décembre 1847.

BUREAU DU PRÉF AUX INCENDIES.

Chambre d'Assemblée, 14 Nov. 1848.

AVIS est par le présent donné qu'une amende d'intérêt à raison de quatre par cent sur les débiteurs du Gouvernement livrés aux Incendies, le 1er Décembre 1847, écherra le 1er Décembre prochain.

Les intéressés sont requis de déposer le montant de l'intérêt qui sera dû, au crédit du Receveur Général, soit dans la Banque de Montréal, soit dans la Banque Britannique en cette Ville, sur quel le Caissier ou compteur de la Banque leur livrera un certificat en double; l'un de ces certificats devra être présenté au soussigné et les parties retiendront l'autre jusqu'à ce que leurs reçus respectifs aient été transmis à ce Bureau par le Receveur Général.

FELIX GLACKEMEYER.

REPERTOIRE NATIONAL.

Ceux qui désirent souscrire doivent s'adresser chez les principaux libraires du Canada, ou à Mr. M. F. VÉGINA, agent. Québec, 15 Sept. 1858.

ETABLISSEMENT CANADIEN.

SPÉCIALITÉ

Pour les Chaussures des

DAMES & MESSIEURS.

BOTTES VERNIS,

Bottes & Bottines de Drap,

PATRONS ÉLEGANTS.



ETIENNE ALAIN,

CORDONNIER,

Grande Rue du Faubourg St. Jean.

PREND la liberté d'informer le public et ses nombreuses pratiques en particulier, qu'il est résolu de vendre à des prix très réduits. Il aura toujours en magasin ce qu'il y a de meilleur et de plus élégant dans la cordonnerie.

Bottes et demi-bottes en Veau français, anglais et canadien; Veau français verni, Prunel et Drap de toutes couleurs. Souliers, Escarpins, Pantoufles, &c.

Bottes et Souliers en Prunel, pour dames et enfants, en cuir à patente, etc., sur patrons nouveaux et gracieux.

N. B.—Il a constamment en mains un assortiment très étendue de CHAUSSURES DE CAOUT-CHOUC, pour Dames et Messieurs. Québec, 9 Février 1849.

Compétition Extraordinaire.

LES Chefs de maisons et les personnes économes, qui désirent acheter des produits de laine, sous les termes les plus avantageux, sont respectueusement invités à se ranger à

L'ETABLISSEMENT EN GROS ET EN DETAIL

DE COTON, LAINE, DE DRAP ET DE MERCERIE

N O. 5, RUE S T. J E A N.

Le Soussigné informe qu'il est déterminé à vendre son fond de marchandises à une perte de 25 par 100 sur le prix courant, comme il doit s'engager dans un nouveau commerce au printemps. Ce fond est trop étendu pour énumérer ses différents degrés et qualités; le public est en conséquence prié de venir et de se satisfaire par l'examen. Tous merveilleux qu'ont été les marchés faits dans cet établissement depuis deux ans, ceux de la troisième année, ne seront nullement inférieurs tant pour la variété et l'éclat que pour le bon marché; les marchandises sont parfaitement convenables pour la saison. Nos journaux de Québec fournissent d'avertissements—chose mieux connue dans le monde commercial sous le nom de charlatanisme.—De cette manière certains individus tâchent d'en imposer au public; on s'en sert comme d'un moyen artificiel pour tromper le public et on engage souvent les acheteurs à livrer leur argent avec désavantage; le propriétaire de cet établissement avertit cependant le public de ne pas acheter avant d'arrêter au No. 5, Rue St. Jean où on ne montre aucun effet qui ne puissent être soumis au plus stricte examen.

B. MEEHAN.

On voudra bien remarquer le No. 5, rue St. Jean, vis-à-vis l'épicerie de M. Hall. Québec, 22 Décembre 1849.